

Relations internationales

veillerons d'ailleurs à ce qu'il tienne sa parole—néanmoins, d'autres points ont été omis du rapport. J'espère cependant que nous continuerons d'y travailler.

Je voudrais à présent faire quelques recommandations, monsieur l'Orateur. Le Canada a l'intention d'acheter 138 avions de chasse. Je ne crois pas que les Canadiens se sentiront vraiment en plus grande sécurité avec 138 chasseurs, mais je suis disposé néanmoins à permettre au gouvernement d'en acquérir 137, et au lieu de se procurer le dernier appareil, le gouvernement consacrerait les 30 ou 25 millions de dollars qu'il lui en aurait coûté à la constitution d'un fonds autonome destiné à financer la recherche sur la paix.

Des voix: Bravo!

M. Ogle: Le progrès et la paix vont de pair. A défaut de progrès, il ne saurait y avoir de paix. Il nous faut découvrir le moyen de restaurer la paix. Pour cela, il nous faut effectuer des recherches et y affecter toutes les ressources humaines possibles.

Je voudrais féliciter le gouvernement d'avoir nommé à plein temps un ambassadeur au désarmement. En même temps, je voudrais demander au gouvernement de mettre un budget à la disposition de cet ambassadeur et de lui permettre de faire bien plus que de simplement se rendre sur place. Il devrait disposer d'un budget suffisant.

Enfin, je voudrais demander à mon ami, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan), de reconsidérer sa position à l'égard de l'Amérique centrale. En écoutant le ministre cet après-midi, je ressentais exactement la même chose que le petit Italien, Alfredo Rampi: il me semblait que j'étais enterré vivant dans une tombe. Je supplie le ministre de réexaminer de nouveau et sérieusement la question. Il y a six mois, peut-être plus, je lui ai écrit pour lui demander de se rendre en Amérique latine, en Amérique centrale, afin d'y rencontrer des gens, de juger par lui-même de la situation.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

La parole est au député de Gloucester (M. Breau).

Des voix: Bravo!

M. Breau: Monsieur l'Orateur, le député de Saskatoon-Est (M. Ogle) n'avait pas terminé, et je crois que l'on était convenu de le laisser finir son discours.

M. l'Orateur adjoint: Il n'y a pas eu consentement unanime. La parole est au député de Gloucester.

Une voix: Qui a dit non?

M. Friesen: Moi.

Mlle Jewett: Benito Friesen.

[Français]

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur le président, il me fait plaisir de participer à ce débat aujourd'hui. A mon avis, le débat d'hier était un bon débat, et il a capté l'intérêt de presque tous les députés de la Chambre, de tous les côtés de la Chambre, et je crois que cela est encourageant, parce que, monsieur le président, j'ai toujours cru que notre système politique, par sa nature même, ne nous donnait pas assez d'occasions de discuter de questions internationales, surtout de questions relatives au développement international et à la coopération internationale. Il est normal, puisque nous sommes élus pour représenter certains intérêts, que ce soit les intérêts

de nos circonscriptions, que ce soit des intérêts philosophiques ou des intérêts politiques, le dynamisme naturel normal de la politique c'est de nous porter à nous concentrer sur les problèmes de ces groupes des circonscriptions que nous représentons. Notre concentration sur... Monsieur le président, je me demande s'il ne pourrait pas y avoir un peu d'ordre à la Chambre.

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. La parole est au député de Gloucester.

[Français]

M. Breau: Il est normal, monsieur le président, que nous soyons amenés à concentrer nos efforts politiques, nos discussions politiques pour défendre les intérêts de ceux que nous représentons, comme je le disais tantôt, qu'il s'agisse des intérêts de nos circonscriptions, des intérêts philosophiques ou politiques. Malheureusement notre système parlementaire, notre système politique en général, ne nous donne pas assez l'occasion de discuter des questions importantes en dehors de nos intérêts directs. C'est pour cette raison que je suis content que le gouvernement ait décidé hier de consacrer une journée de débat sur les questions internationales, et je suis content que le Nouveau parti démocratique ait décidé aujourd'hui de consacrer une de ses journées à discuter de ces questions. J'ai eu l'occasion depuis presque un an, avec six autres députés des deux côtés de la Chambre, de travailler dans un groupe de travail parlementaire dont j'étais le président, sur les relations Nord-Sud.

Je veux dire combien j'ai apprécié la collaboration que j'ai eue comme président, premièrement, des deux porte-parole des partis de l'opposition, le député d'Edmonton-Sud (M. Roche) et le député de Saskatoon-Est (M. Ogle) et l'autre député de l'opposition, le député de Érié (M. Fretz). De ce côté-ci de la Chambre évidemment j'ai eu énormément de collaboration aussi, beaucoup de dévouement à la cause, du député de Labelle (M. Dupras), du député de Guelph (M. Schroder) et du député de Sudbury (M. Frith). Cela a été une bonne expérience, une expérience enrichissante pour les sept d'entre nous, et je crois que nous avons réussi à démontrer que le système parlementaire, lorsqu'il y a vraiment volonté de le faire... On parle souvent de réformes de nos institutions parlementaires. Je crois qu'on devrait souvent parler de réformes de nos attitudes comme parlementaires, car lorsque la volonté y est, c'est possible pour des députés de différentes régions du pays, pour des députés de différentes cultures, de différents partis politiques, de s'entendre sur une déclaration de politique comme le rapport du groupe de travail parlementaire, qui est un document qui ne représente pas nécessairement les vues d'un député ou d'un groupe de députés ou d'un parti de la Chambre, mais il s'agit d'un document qui a été honnêtement et sincèrement négocié. Pour en arriver là, on a dû concilier plusieurs de nos vues, on a dû donner dans certains cas, on a dû prendre dans d'autres, on a dû défendre nos points de vue, et le résultat a été une déclaration de politique cohérente, qui se défend, qui inclut plusieurs recommandations, et je suis heureux de voir que le gouvernement en général a accepté les orientations que le groupe de travail a présentées. Le gouvernement a déclaré hier et le premier ministre (M. Trudeau) l'a répété, que le gouvernement acceptait des orientations principales de ce rapport qui sont celles-ci,